



1. Suite aux **assises de la simplification administrative**, le Conseil prend bonne note de la relance d'initiatives permettant de réduire encore la charge de réponse statistique des entreprises. Il rappelle les nombreuses mesures qu'il a déjà prises ou fait prendre jusqu'à présent. Il sera attentif à ce que ces nouvelles initiatives préservent la qualité des statistiques et ne se traduisent pas par des investissements trop lourds pour la statistique publique. Le Conseil est conscient néanmoins que des progrès restent à faire notamment en évitant la redondance des questions qui sont posées aux entreprises et en mesurant plus directement la charge de réponse. Il demande à être associé aux réflexions et travaux des groupes de travail qui réfléchiront en ce sens.

Description de l'opération	Association du Cnis aux réflexions sur la simplification administrative	
Service(s) responsables du suivi	Insee	
Réalisée, en cours, ou non ?	Réalisée	
Commentaire sur l'état d'avancement. Si non réalisée, pourquoi ?	L'Insee a piloté un groupe de travail sur la simplification administrative pour faire suite à une demande exprimée lors des « Assises de la simplification » qui se sont tenues à Bercy le 29 avril 2011. Plusieurs membres du bureau du Cnis ont participé à ce groupe, dont les conclusions ont été présentées devant le Bureau de juin 2012. L'Insee a par ailleurs adapté son dispositif de publication des arrêtés relatifs au programme annuel d'enquêtes de la statistique publique afin de répondre aux attentes du commissaire à la simplification et suit à un dialogue avec celui-ci.	


2. Le Conseil prend note de l'observation du **tissu productif par filières**.

Il souhaite que soit étudiée la convergence entre l'enquête nationale et les enquêtes régionales. Il examinera l'an prochain les suites à donner à cette enquête expérimentale, notamment en ce qui concerne sa généralisation et les modalités futures de diffusion des statistiques par filières : périodicité, types de données diffusées, articulation avec l'ensemble de la statistique d'entreprises. Il propose que les organisations professionnelles soient associées au comité de concertation et à l'analyse des résultats de cette enquête.

Description de l'opération	2.a - Association des organisations professionnelles	
Service(s) responsables du suivi	DGCis	
Réalisée, en cours, ou non ?	Réalisé	
Commentaire sur l'état d'avancement. Si non réalisée, pourquoi ?	La DGCis a pris contact avec les organisations professionnelles intéressées après la présentation de l'enquête au Cnis.	

Description de l'opération	2.b - Examen des suites à donner à cette enquête expérimentale	
Service(s) responsables du suivi	DGCis	
Réalisée, en cours, ou non ?		
Commentaire sur l'état d'avancement. Si non réalisée, pourquoi ?	Pas de réponse à ce jour.	

3. Dans un contexte d'incertitude sur les moyens, le Conseil rappelle deux de ses axes prioritaires du moyen terme : la connaissance des effets de la mondialisation sur l'économie d'une part, la mesure des effets des modes de production sur le développement durable d'autre part. Le report au-delà de 2013 de la collecte de certaines **enquêtes thématiques** serait préjudiciable à la compréhension de ces phénomènes fondamentaux dans notre société aujourd'hui.

Description de l'opération	S'assurer du financement des enquêtes thématiques prévues initialement en 2013	
Service(s) responsables du suivi	Insee-DSE	
Réalisée, en cours, ou non ?	Réalisée	
Commentaire sur l'état d'avancement. Si non réalisée, pourquoi ?	Les deux axes rappelés par le Conseil devaient se traduire chacun par la mise en place d'enquêtes thématiques spécifiques.	


	Après pas mal d'incertitudes en effet, l'Insee a eu à la fois les moyens financiers et humains pour réaliser les enquêtes programmées. Sur le sujet mondialisation, il s'agit de l'enquête CAM (chaîne d'activités mondiale) dont la collecte a démarré sur le terrain en juin 2012 (plus l'enquête annuelle OFATS déjà existante). Sur le sujet développement durable, on peut mentionner l'enquête ECET qui est nouvelle et dont la collecte va démarrer (enquête sur les consommations d'énergie dans le tertiaire), les enquêtes EACEI plus traditionnelles et surtout l'enquête dite EnDD (entreprises et développement durable) dont le sujet s'est légèrement déplacé de l'intitulé figurant dans l'avis vers une description de la prise en compte de la RSE dans les entreprises (responsabilité sociétale et environnementale)
Date prévue des premiers résultats	Novembre 2012 pour CAM - Eté 2013 pour ECET

4. Le Conseil prend note de l'expérimentation d'une **nouvelle méthodologie pour le recueil des prix nécessaires au calcul de l'indice des prix (IPC)**, utilisant les données de caisse des grandes surfaces, pour la partie de l'indice qui les concerne.

Il remarque avec satisfaction que celle-ci permettrait la mise à disposition de statistiques plus détaillées et plus précises, notamment au niveau géographique, ou fournissant des données supplémentaires pour le traitement de l'effet qualité.


Il s'interroge cependant, compte tenu du caractère stratégique de l'IPC, sur les risques que le recours à des sources privées pourrait faire peser sur sa disponibilité et sa qualité.

Il demande à ce que l'**état d'avancement de cette expérimentation** lui soit régulièrement présenté.

Description de l'opération	Présentation de l'état d'avancement de l'expérimentation de la nouvelle méthodologie de recueil des prix pour l'IPC	
Service(s) responsables du suivi	Insee-DSDS	
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours	
Commentaire sur l'état d'avancement. Si non réalisée, pourquoi ?	Une présentation des premiers résultats des expérimentations en vraie grandeur peut être envisagée à l'automne 2013. Un bilan plus complet des expérimentations pourra être fait au printemps 2014..	


5. Le Conseil rappelle que la mondialisation est un sujet majeur du moyen terme 2009-2013 du Cnis. Il suivra avec attention les **résultats de l'enquête européenne sur les chaînes de valeur mondiales** appelée à fournir une information au cœur du débat sur les processus d'externalisation dans les différents pays et secteurs économiques.

Il demande qu'un **état des lieux soit réalisé, en 2013, sur l'ensemble des statistiques permettant une meilleure connaissance de l'impact de la mondialisation sur l'appareil productif**

Description de l'opération	Réaliser un état des lieux sur l'ensemble des statistiques permettant une meilleure connaissance de l'impact de la mondialisation sur l'appareil productif	
Service(s) responsables du suivi	Insee- DSE - Douanes	
Réalisée, en cours, ou non ?	En cours	
Commentaire sur l'état d'avancement. Si non réalisée, pourquoi ?	A prévoir, soit lors de la commission d'automne 2013, soit à l'occasion d'une rencontre « Moyen terme 2014-2018 ».	

6. Le Conseil approuve la participation de la statistique publique à l'**évaluation de l'impact économique de la politique nationale des pôles de compétitivité initiée en 2004** et encourage la publication rapide des résultats.


Il rappelle que les informations recueillies ne doivent être utilisées qu'à des fins statistiques.

Description de l'opération	Diffusion rapide des résultats de l'enquête sur les pôles de compétitivité	
Service(s) responsables du suivi	DGCis	
Réalisée, en cours, ou non ?	Réalisé	
Commentaire sur l'état d'avancement. Si non réalisée, pourquoi ?	L'étude portant sur l'évaluation des pôles de compétitivité a été publiée en juin 2012	

7. Le Conseil salue la qualité et la rapidité de diffusion des résultats du **recensement général de l'agriculture**.

Il souligne l'intérêt des méthodes innovantes utilisées, pour la collecte et en matière de publication (tableaux « multidimensionnels » et cartographie dynamique).

Il suivra l'apport de ce recensement en terme de connaissance des filières et des territoires.

Description de l'opération	Diffusion des résultats du recensement général de l'agriculture	
Service(s) responsables du suivi	SSP	
Réalisée, en cours, ou non ?	Réalisé	
Commentaire sur l'état d'avancement. Si non réalisée, pourquoi ?	Le service statistique du ministère de l'Agriculture a diffusé les résultats du recensement sur son site Agreste sous de multiples formats pour répondre rapidement (un an après le lancement de l'enquête) aux besoins d'utilisateurs de profils très différents : des études nationales et régionales, généralistes ou thématiques, une cartographie interactive, des données chiffrées par commune, canton et département sous forme de fichier tableur, des fiches synthétiques par commune, canton et département, et, via l'application Disar, des tableaux multidimensionnels de gros volume pour utilisateurs avertis. Cette diffusion s'est accompagnée de réunions d'information et de formations. Enfin, le fichier a été versé au centre d'accès sécurisé à distance (CASD) pour les chercheurs en octobre 2012.	